

# Plan de Prévention des Risques Naturels (PPR)

## Commune de VILLAROGGER

### Notice d'enquête publique

#### SOMMAIRE

A - Renseignements généraux prévus au R123-8	1	
a) Avis de l'autorité environnementale (au cas par cas)		1
b) Maître d'ouvrage		1
c) Objet de l'enquête		2
d) Principales Caractéristiques du projet de PPR		2
e) Résumé des raisons du choix du projet		2
f) Textes régissant l'enquête publique et articulation avec la procédure PPR		3
g) Décision d'approbation		5
h) Avis recueillis		5
i) Autres autorisations		5
B – Bilan de la concertation	5	
Les étapes		5
Les résultats		5
Conclusion de la concertation :		6
C – Suites de la procédure	7	

#### A - Renseignements généraux prévus au R123-8

Le projet porte sur la révision générale du PPR approuvé en 2003

##### **a) Avis de l'autorité environnementale (au cas par cas)**

Le présent projet de PPR a fait l'objet d'une dispense d'évaluation environnementale le **29 août 2017**. La décision et l'avis de l'autorité environnementale sont joints en annexe.

##### **b) Maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage est l'Etat, représenté par la DDT de la Savoie.

Direction Départementale des Territoires - L'Adret – 1 rue des Cévennes

Adresse postale 2019 : DDT de la Savoie – SSR - TSA 40155

73 019 CHAMBERY CEDEX

### **c) Objet de l'enquête**

L'enquête a pour objet de recueillir les observations du public sur le projet de PPR présenté ci-après. Le PPR concourt à la politique de l'Etat en matière de prévention des risques :

Malgré les progrès en matière de surveillance météo, d'information, de communication, d'organisation des secours, malgré les techniques constructives modernes, régulièrement, des catastrophes d'ampleur nationale rappellent les conséquences dramatiques des phénomènes naturels extrêmes et le coût des réparations. Elles démontrent qu'au-delà des personnes, les biens (habitations, activités, réseaux...) sont vulnérables aux phénomènes naturels. Outre le préjudice financier des remises en état, la baisse ou l'arrêt de l'activité peut avoir des conséquences économiques importantes.

L'objectif du PPR qui traduit la politique de prévention des risques est donc de ne pas augmenter la vulnérabilité des biens en limitant leur implantation en zone à risques et en protégeant l'existant par des mesures adaptées.

### **d) Principales Caractéristiques du projet de PPR**

Les articles L562-1 et L 562-8 du Code de l'Environnement stipulent que :

L'Etat élabore et met en application des PPR traitant les inondations, les mouvements de terrain, les avalanches (...). Ces plans ont pour **objet** en tant que de besoin :

- 1° De **délimiter les zones** exposées aux risques, en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y **interdire** tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation (...) ou (...) prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés;
- 2° De **délimiter les zones** qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où (des projets) pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux
- 3° De **définir les mesures** de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises,
- 4° De définir les **mesures** (relatives à l'existant) qui doivent être prises **par les propriétaires**.

Le document « 1.2 note de présentation détaillée des aléas » définit les différents phénomènes pris en compte, la méthode d'élaboration de la carte d'aléas et contient une « table des matières » sous forme d'une carte permettant de visualiser les différents secteurs traités.

### **e) Résumé des raisons du choix du projet**

La prescription du PPR répond à plusieurs objectifs :

Il constitue un document unique de gestion des risques naturels :

- pour garantir la prise en compte du risque dans les politiques d'urbanisation et d'aménagement,
  - pour définir les orientations d'aménagement durable au travers des documents d'urbanisme (PLU),
- pour garder en mémoire et intégrer le risque sur l'ensemble du périmètre
- pour instruire en toute connaissance de cause les autorisations d'urbanisme,
- pour définir des actions de prévention individuelles ou collectives.

C'est dans ce contexte que l'élaboration du présent PPR a été prescrit.

## **f) Textes régissant l'enquête publique et articulation avec la procédure PPR**

Les modalités d'élaboration du PPR sont codifiées dans les articles R562-1 à R562-9 du code de l'environnement.

Le PPR est prescrit par arrêté du préfet qui définit le périmètre mis à l'étude, la nature des risques pris en compte et désigne le service instructeur (Article R562-1).

La première phase opérationnelle consiste à réaliser les études techniques des aléas.

Elles sont ensuite confrontées à l'analyse des enjeux du territoire. Ce « croisement » entre aléas et enjeux permet l'élaboration du zonage du risque et du règlement associé.

Le projet de PPR fait l'objet d'une concertation étroite avec la commune et ses principaux acteurs.

### **Consultations Article R562-7**

Le projet de PPR est soumis à l'avis des conseils municipaux et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme.

Tout avis qui n'est pas rendu dans un délai de deux mois est réputé favorable.

### **Enquête publique Article R562-8**

Le projet de PPR est soumis par le préfet à une enquête publique (...)

Les avis recueillis sont consignés ou annexés aux registres d'enquête.

Les maires sont entendus par le commissaire enquêteur.

### **Approbation Article R562-9**

Le PPR, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté préfectoral.

Cet arrêté fait l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs ainsi que dans un journal.

Une copie de l'arrêté est affichée pendant un mois en mairie (...)

Le PPR approuvé est tenu à la disposition du public en mairie (...) ainsi qu'en préfecture.

## Résumé de la procédure

Le schéma ci-après (extrait du guide général PPR 2016 –p22) affiche les étapes de la procédure d'élaboration d'un PPR.

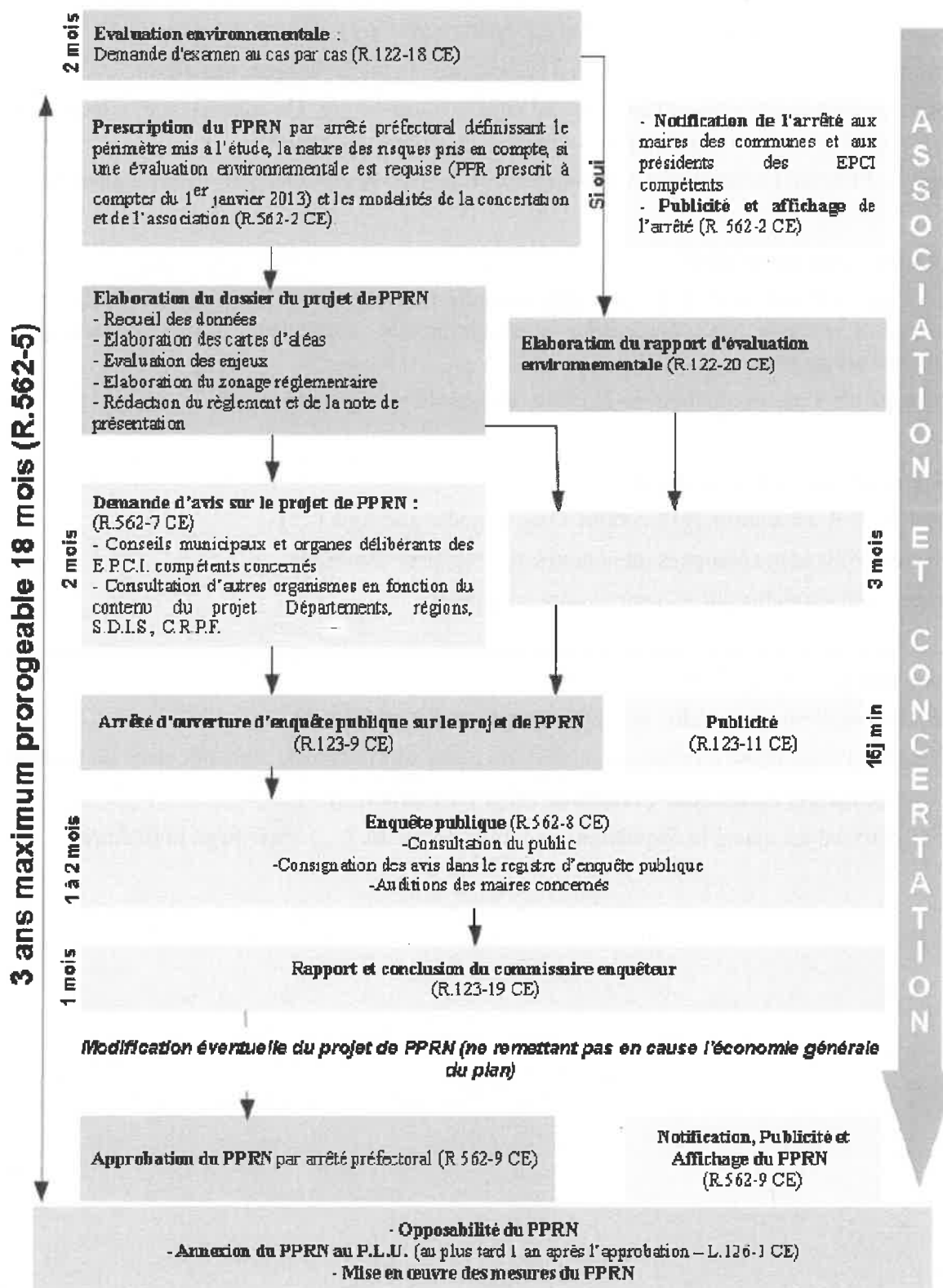


Illustration 5: Schéma détaillé d'élaboration d'un PPRN

### **g) Décision d'approbation**

Au terme de l'enquête publique, et au vu du rapport du commissaire enquêteur, la DDT proposera au Préfet de la Savoie d'approuver le PPR par arrêté préfectoral.

### **h) Avis recueillis**

Des observations ont été recueillies lors de la concertation amont.

Elles sont commentées dans le bilan de la concertation au point B ci-dessous

Les avis du conseil municipal, de l'intercommunalité compétente en urbanisme, de la Chambre d'Agriculture et du CRPF sont sollicités lors de la consultation officielle.

Les avis reçus sont communiqués au commissaire enquêteur et joints au dossier d'enquête.

### **i) Autres autorisations**

(en application du I de l'article L. 214-3, des articles L. 341-10 et L. 411-2 (4°) du code de l'environnement, ou des articles L. 311-1 et L. 312-1 du code forestier)

Sans objet

## **B – Bilan de la concertation**

Comme indiqué dans l'arrêté préfectoral de prescription du PPR, conformément à la circulaire du 3 juillet 2007, il était prévu :

- des réunions de sensibilisation et d'échanges avec la commune, lors de chacune des phases d'élaboration du PPR
- éventuellement une réunion publique d'information des riverains concernés.

### **Les étapes**

30 janvier 2017 :	Réunion de lancement destinée à présenter aux élus la démarche du PPR, le planning, à délimiter le périmètre de prescription et à présenter les premiers éléments d'analyse des aléas
11 mai 2017 :	Présentation de la carte générale des aléas, de la carte détaillée des aléas,
16 juin 2017 :	Visites sur sites avec focus sur les interfaces entre aléas et enjeux. Examen des travaux de protection envisageables.
20 décembre 2017 :	Présentation de la note de présentation des aléas - Identification des enjeux exposés (existants et projetés)
19 juin 2018 :	Présentation de la cartographie des enjeux finalisée, du pré-zonage et des principes du règlement. Présentation des zones jaunes figurant les avalanches exceptionnelles
11 octobre 2018	Présentation du zonage après croisement avec les zones d'enjeux. Pointage des implications du règlement. Prise en compte des risques dans le PCS.

### **Les résultats**

Après collecte des informations auprès des élus et techniciens de la commune, et auprès des services de l'Etat (archives...), le bureau d'étude a élaboré la cartographie des aléas.

Les réunions ont permis successivement de présenter les cartes des aléas, les cartes des enjeux, puis le pré-zonage, et enfin le zonage, ajusté en fonction des projets retenus comme stratégiques, avec à chaque étape un échange sur les problèmes ou les questions posées, puis une validation.

### Concertations sur les aléas

Les différents secteurs ont été passés en revue, avec une attention portée sur la présentation des études trajectographiques réalisées pour la prise en compte des aléas chutes de blocs.

La concertation a été organisée selon les modalités présentées lors de la 1ère réunion de lancement du PPR.

Des échanges constructifs avec la commune ont permis d'affiner la connaissance des aléas dans certains secteurs.

Par dérogation au principe général, les merlons de protection pare-blocs ont pu être pris en compte, compte tenu des modélisations trajectographiques réalisées à La Savinaz. Cette prise en compte permettra de densifier les zones déjà urbanisées (dents creuses), moyennant l'engagement de la commune de surveillance et d'entretien des ouvrages.

### Concertation sur les enjeux

La cartographie des enjeux a été élaborée sur la base de l'analyse de l'occupation du sol actuelle et de l'identification des zones d'urbanisation future (PLU).

La consultation des élus pour l'inventaire des enjeux a permis de prendre en compte une dimension prospective du territoire en inventoriant les projets d'urbanisation future.

- La carte des enjeux au sens du PPR délimite d'abord les espaces physiquement urbanisés
- Elle identifie aussi les zones de projets (urbanisation future) justifiés comme stratégiques par la commune et qui seront englobés aux zones dites « urbanisées au sens du PPR »
- Les contours retenus ne sont pas systématiquement les contours des zones du PLU actuel.
- Le PPR peut infléchir la stratégie d'urbanisation pour privilégier la construction sur les zones les moins exposées aux aléas.

Ainsi la zone de développement touristique du Pré a-t-elle été intégrée comme zone de projets stratégiques dans le périmètre des zones « urbanisées au sens du PPR », tout comme les zones de densification de l'urbanisation, notamment au chef-lieu ou à La Savinaz.

### Concertation sur le zonage et le règlement

La dernière phase de réunions était destinée à la présentation du zonage réglementaire et du règlement du PPR.

Des focus ont été faits sur les possibilités d'aménagement des bâtiments existants en zone rouge « inconstructible », ou de réalisation de stationnements.

La partie « zonage réglementaire » de la note de présentation générale décrit les enjeux pris en compte, la méthode d'élaboration du zonage ainsi que le mode d'utilisation des plans de zonage.

### **Conclusion de la concertation :**

Les rencontres ont toujours été cordiales et ont fait l'objet la plupart du temps de nombreux échanges et questions. Les réponses à ces questions ont été données durant les échanges, ou notées lors de la séance.

A chaque fois, les documents ont été examinés en séance, puis remis aux élus de la commune sous format papier ou numérique : projets de note de présentation des aléas, cartographies des aléas, des enjeux, les plans de zonage réglementaire, le projet de règlement.

Des compte-rendu de ces réunions ont été effectués et envoyés à la commune, qui était invitée à transmettre ses remarques.

A l'issue de cette période d'élaboration et de concertation, le projet de PPR a été finalisé.

## **C – Suites de la procédure**

Le projet de PPR est soumis pour avis au conseil municipal, à l'intercommunalité compétente en urbanisme, à la Chambre d'Agriculture et au CRPF.

Une absence d'avis dans le délai de 2 mois vaut avis favorable.

Le projet de PPR est ensuite soumis à enquête publique.

Au terme de l'enquête publique, et au vu du rapport du commissaire enquêteur, la DDT analysera les suites à donner aux observations émises, apportera le cas échéant au PPR les modifications mineures correspondantes et proposera au Préfet de la Savoie d'approuver le PPR par arrêté préfectoral.

Rédigé par

Christian TRACOL



Validé le 24 mai 2019

par le chef de service

Philippe QUEMART









## **Autorité environnementale**

conseil général de l'Environnement et du Développement durable

[www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr](http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr)

### **Décision de l'Autorité environnementale, après examen au cas par cas, sur la révision du plan de prévention des risques naturels (PPRN) de Villaroger (73)**

**n° : F - 084-17-P-0089**

Décision n° F - 084-17-P-0089 en date du 29 août 2017

Formation d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable

**Décision du 29 août 2017**  
**après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement**

Le président de la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision prise par la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable dans sa réunion du 31 mai 2017 portant exercice des délégations prévues à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F-084-17-P-0089 (y compris ses annexes) relative à la révision du plan de prévention des risques naturels (PPRN) de Villaroger, reçue de la direction départementale des territoires de Savoie le 5 juillet 2017 ;

**Considérant les caractéristiques de la révision du plan de prévention des risques naturels (PPRN) envisagée :**

- qui consiste en la révision du PPRN de la commune de Villaroger (Savoie) avec intégration des aléas torrentiels qui n'étaient jusqu'ici pas pris en compte par le PPRN, ainsi que celle des avalanches exceptionnelles ; les risques pris en compte par le PPRN révisé seront ainsi les crues torrentielles (transport solide), les coulées boueuses, les inondations, les glissements et mouvements de terrain, les chutes de pierres ou de blocs et les avalanches, étant précisé que le risque d'inondation par l'Isère est pris en compte par le PPRI Tarentaise,

- qui repose sur des études actualisant la connaissance des aléas, des risques d'avalanches et de chutes de rochers,

- qui fait suite à des travaux réalisés par la commune (merlon de protection de la Savinaz),

- dont la révision « *permettra d'orienter et de concentrer l'urbanisation sur des secteurs situés hors zone d'aléas ou dans les zones d'aléas les plus faibles* », et de « *réaffirmer le caractère d'inconstructibilité des zones non urbanisées affectées par des aléas de fortes intensités et par les aléas non prédictibles et dangereux de moyenne intensité* »,

- qui ne projette pas de prescrire de travaux ;

**Considérant les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, en particulier le fait que :**

- la commune de Villaroger est marquée par de très fortes pentes du versant,

- elle est en partie incluse dans le parc national de la Vanoise,

- elle abrite la réserve naturelle nationale des Hauts de Villaroger sur près de mille hectares,

- elle est entièrement incluse dans une ZNIEFF de type II, partiellement dans une ZNIEFF de type I, dans une ZICO et dans plusieurs sites Natura 2000,

- son territoire recouvre la forêt de protection située à Ronaz sur 53 ha,

- les études récentes permettent d'apprécier les zones où la réglementation est susceptible d'évoluer : le plateau du Pré et quelques parcelles protégées par le merlon de la Savinaz ;

**Étant par ailleurs souligné** que les services techniques de l'ONF ayant expertisé les travaux réalisés (merlons) et les services de l'État préconisent « *de produire une nouvelle expertise chute de blocs* »

*pour actualiser l'aléa résiduel sur le hameau. Les conclusions de cette étude risquent d'être globalement plus défavorables que le zonage actuel. », cette étude étant réalisée au titre de la révision du PPRN,*

**Considérant en conséquence** que la révision du PPRN pourra induire une densification des secteurs situés hors zones d'aléa, qui sont peu nombreux à Villaroger, et qu'elle est susceptible de réduire les possibilités d'urbaniser selon les résultats des études techniques réalisées et à venir, et n'est donc pas susceptible de générer des impacts de nature à affecter de manière notable l'environnement, la santé, la sécurité et la salubrité publique ;

## **Décide :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

En application de la section deux du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, la révision du plan de prévention des risques naturels de Villaroger, présentée par la direction départementale des territoires de la Savoie, n° F-084-17-P-0089, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

### **Article 2**

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à la Défense, le 29 août 2017,

Le président de l'autorité environnementale  
du conseil général de l'environnement  
et du développement durable.



Philippe LEDENVIC

### **Voies et délais de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R. 122-18 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Monsieur le président de l'autorité environnementale  
Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer  
Conseil général de l'Environnement et du Développement durable  
Autorité environnementale  
92055 La Défense CEDEX

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise  
2-4 Boulevard de l'Hautil  
BP 30 322  
95 027 Cergy-Pontoise CEDEX